



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du développement  
local et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ du 30 MAI 2024**

**mettant en demeure M. LOULERGUE Bernard, Neuvy-Saint-Sépulchre,  
de respecter les dispositions l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 au titre des  
installations classées pour la protection de l'environnement**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,  
Chevalier de la Légion d'honneur**

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-04-0199 du 23 avril 2007 autorisant M. LOULERGUE à poursuivre l'exploitation d'une carrière d'argile sur la commune de NEUVY SAINT SEPULCHRE ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à la visite du 27 février 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 16 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier du 19 avril 2024, notifié le 22 avril 2024, informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai d'un mois dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 mai 2024 ;
- Vu le courriel de l'inspection des installations classées en date du 27 mai 2024 ;
- Considérant que lors de la visite du 27 février 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants ;

Considérant que l'exploitant n'a toujours pas transmis de porter à connaissance à monsieur le Préfet ; ce constat avait déjà été signalé en 2022 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis le plan du géomètre avec l'ensemble des éléments sollicités à l'article III-7-B-a de l'arrêté préfectoral ; ce constat avait déjà été signalé en 2022 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 notamment des articles suivants :

- III-4-D : Extraction,
- III-7-B-a : Suivi annuel d'exploitation ;

Considérant que ces constats sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 notamment les articles suivants :

- III-4-D : extraction,
- III-7-B-a : Suivi annuel d'exploitation.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure de respecter l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007**

La carrière LOULERGUE Bernard située aux lieux-dits « Les Touches » et « La Couture » sur le territoire de la commune de Neuvy-Saint-Sépulchre (36230) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 dans un délai **de deux mois à compter de la notification du présent arrêté** notamment les articles suivants :

1 - **article III-4-D** : transmettre un porter à connaissance à Monsieur le Préfet ;

2 - **article III-7-B-a** : transmettre le plan de suivi annuel établi par un géomètre conformément à l'arrêté préfectoral sus-visé.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments ci-dessus permettant de justifier de leur réalisation.

### **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171 8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à M. LOULERGUE Bernard.

Une copie en sera adressée à :

- ↳ Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ Monsieur le Maire de la commune de Neuvy-Saint-Sépulchre, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

#### Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, et par délégation  
La Secrétaire Générale

  
Nadine CHAÏB

